

VUE D'ENSEMBLE DU COMMERCE ET DE L'ÉCONOMIE

L'Italie, qui a été l'un des premiers pays à adhérer à la Communauté européenne (CE), reste un ardent défenseur d'une Europe unifiée. L'Italie est également la 5^e plus importante économie industrielle au monde, même si les politiques fiscales du gouvernement lui ont causé certains problèmes ces dernières années. Les gouvernements de coalition qui se sont succédés n'ont pas eu la force d'instaurer les réformes dont le pays avait besoin pour régler certains de ses problèmes chroniques. Le déficit continue de dépasser le PIB de 10 % chaque année, des dizaines de directives de la CE attendent toujours d'être intégrées à la législation nationale, et la présence des pouvoirs publics se fait fortement sentir sur le marché, comparativement aux autres pays européens.

Par contre, l'Italie peut compter sur un secteur privé étonnamment dynamique, qui a permis aux exportations de croître dans différents secteurs, notamment ceux des biens de consommation de haut de gamme et des outils spécialisés, ainsi que sur la détermination du nouveau gouvernement à remettre le pays sur la bonne voie pour ce qui est du budget, de la dette nationale et de la compétitivité. Malgré une vive résistance de la part des partis traditionnels et des industriels concernées, l'Italie s'apprête à privatiser certaines de ses plus importantes sociétés d'État, tant dans le secteur industriel que dans celui des services.

Les efforts déployés par la CE pour créer un marché européen unique et unifié ont obligé l'Italie à modifier son attitude en matières gouvernementales et commerciales. Les directives en provenance de Bruxelles vont l'obliger à procéder à certains changements pour faire face aux nouvelles règles de concurrence. Bien que le pays ait réalisé des progrès notamment dans les domaines des télécommunications, des transports et autres, il lui faudra faire beaucoup plus pour arriver à offrir des infrastructures et des services publics efficaces.

Les régions du nord de l'Italie s'inquiètent de l'inefficacité et du coût élevé des méthodes d'aide au développement dans le Mezzogiorno. En outre, le secteur manufacturier et les réseaux de distribution accusent du retard sur ceux de ses principaux partenaires. Si la taille restreinte des entreprises et les mesures de contrôle de la qualité très rigoureuses ont fait des merveilles pour la santé économique de centaines de milliers d'entrepreneurs, les consommateurs italiens restent désavantagés par rapport à ceux du nord de l'Europe. En plus d'être fragmenté et régionalisé, le réseau de distribution de l'Italie devra faire face à une forte concurrence de la part des autres pays européens.

Dans l'ensemble, l'organisation des entreprises italiennes ressemble étroitement à celle de l'environnement socio-culturel du pays, dont la famille constitue le noyau. La création de liens étroits et de réseaux revêt également une grande importance aux plans des groupes politiques, des associations sportives, des organismes régionaux et des relations commerciales. Le concept de concurrence comme facteur de développement économique commence lentement à gagner du terrain, mais son acceptation est gênée par l'ampleur du secteur public qui considère le monopole comme un élément de stabilité et de survie.